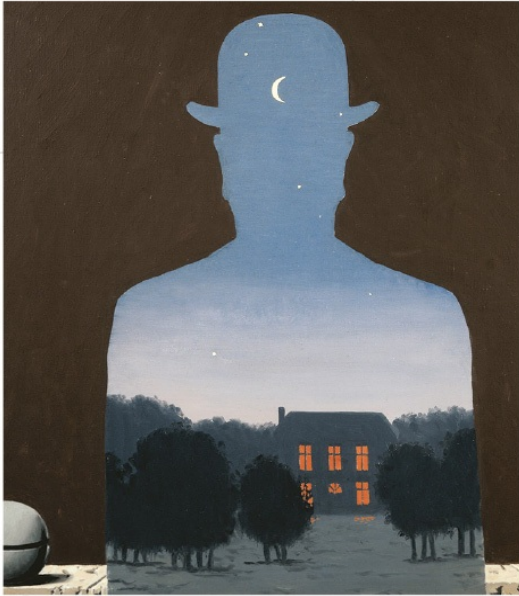


VINCENT
DE GAULEJAC

FRÉDÉRIC BLONDEL
ISABEL TABOADA-LEONETTI



LA LUTTE DES PLACES

La lutte des places

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© 2015, Groupe Artège
Éditions Desclée de Brouwer
10, rue Mercoeur - 75011 Paris
9, espace Méditerranée - 66000 Perpignan
www.editionsddb.fr
ISBN : 978-2-220-06604-2
ISBN epub : 978-2-220-07632-4

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

I

Exclusion et désinsertion sociale

Le manager et le précaire

Robert a 49 ans. Nous l'avons rencontré dans un groupe à l'occasion d'un stage d'insertion dans la banlieue parisienne. Chacun y était invité à raconter ses problèmes. Il nous explique qu'il a été patron d'un bar pendant vingt ans et qu'à la suite d'ennuis financiers, il a été obligé de le fermer. Après avoir postulé comme garçon de café, il se retrouve « au RSA ».

C'est un homme encore jeune et dynamique, qui s'exprime avec aisance et autorité mais également avec retenue et humilité. On le sent à la fois révolté et résigné : « Du travail, je peux en avoir, nous dit-il, mais je n'accepte pas d'être exploité... Je régresse par rapport à ce que j'ai été. Ça me fout les boules. Je ne touche même pas ce que je touchais il y a dix ans... On m'a proposé une place de gardien de nuit. Il n'y a rien d'infamant mais c'est un peu la honte de finir sa vie comme ça... Il faut que j'admette de la rabaisser, parce que je suis très fier, très orgueilleux. » Pouvait-il imaginer, il y a cinq ans, qu'il se retrouverait ainsi ?

À l'opposé de l'histoire de Robert, la trajectoire de Bernard Tapie représente la *success story* par excellence. Fils d'ouvriers, habitant une cité de banlieue, il aurait pu (dû ?) devenir un jeune de la rue au destin grisâtre. Et le voilà parmi les personnalités les plus en vue, chef d'entreprise, milliardaire, vedette de la télévision, président d'un club de football, ministre, patron de

presse... Destin flamboyant et pourtant précaire, puisque l'homme a connu des échecs, des revers financiers, des déchéances, jusqu'à la prison, avant d'être sauvé par un arbitrage financier, d'ailleurs contesté. Il peut à tout moment encore trébucher, ce qui confère à sa destinée un caractère romanesque supplémentaire. La réussite n'est jamais acquise pour les fils du peuple qui se sont élevés à la force du poignet. Bernard Tapie n'est pas un « héritier ». Il est le « parvenu » au sens plein du terme, parce qu'il a réussi et parce qu'il n'a pas intériorisé les *habitus* propres à la classe dominante. Bien au contraire, il se proclame différent, il déclare sa haine des « héritiers » et des « docteurs », et de tous ceux « qui ne se sont donné que la peine de naître ».

Les destinées de Bernard Tapie, la star, et de Robert, l'anonyme, sont à l'image de notre société. D'un côté une identité brillante qui scintille, de l'autre une identité blessée qui s'éteint. Images de lumière et d'ombre, d'éclat et de grisaille, de réussite et d'échec qui situent un des modèles et un des anti-modèles des sociétés hypermodernes.

Chaque époque produit des formes de pouvoir et des imaginaires dont les contes de fées, les fables, les chansons sont l'expression. Les contes du Moyen Âge racontaient des histoires de valets et de princesses, de bergères et de rois ; les romans du XIX^e siècle, des histoires de métayers et de châtelaines, de patrons et de danseuses, d'ouvriers et d'héritières. Les rêves de notre époque s'expriment plutôt dans des séries télévisées ou au cinéma. On y voit une fille de rue prostituée tomber amoureuse d'un *golden boy* qui va la sortir de sa condition (*Pretty Woman*) ; un milliardaire se retrouver du jour au lendemain sans domicile fixe dans un quartier pourri en centre urbain, qui tombe amoureux d'une clocharde et qui se sortent de leur misère

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Les villes, les départements, les régions, sont également soumises à cette logique. Pour survivre et se développer, elles doivent générer des pôles d'activité et se connecter avec d'autres pôles selon le modèle des organisations réticulaires et des entreprises multinationales. Elles ne s'organisent plus à partir d'un centre autour duquel « s'agglomèrent » des cercles concentriques d'activités et d'habitat. Elles sont des entités qui cherchent à se connecter à de multiples réseaux pour assurer leur développement. Le maire, lui aussi, devient un manager qui doit gérer sa municipalité comme une entreprise dynamique et performante, développer des stratégies face à la concurrence des autres villes, vendre son image pour y attirer des activités économiques rentables. Il entre alors dans un challenge avec les autres maires qui luttent pour obtenir un « label qualité » à leurs villes respectives. L'efficacité des élus se mesure de plus en plus à l'aune de leurs capacités managériales.

Alors que les villes ne faisaient que s'adapter au développement industriel, la logique managériale les conduit à devenir des acteurs partenaires essentiels du développement économique. La gestion tend à prendre l'ascendant sur l'activité politique traditionnelle. Le modèle entrepreneurial devient le modèle dominant de la gestion des villes. La quête de l'excellence n'est plus seulement l'apanage des firmes multinationales (Harlé, 2010).

Cette (r)évolution managériale est un élément central de la dualisation de la société, écartelée entre la recherche de la performance et le développement de l'exclusion. La recherche d'activités économiques rentables conduit à rejeter les habitants les moins « qualifiés » qui sont néfastes sur le plan de l'image et peu attractifs pour des activités technologiques de pointe : « La sélection par la qualification va de pair avec une exclusion de la population qui ne figure pas sur les mailles du réseau mais se

trouve du coup “enclavée”. Ces enclaves sont menacées de dégradation spatiale, de sous-développement économique. Elles servent de réceptacle à une population déqualifiée, vouée au sous-emploi » (Donzelot, Estèbe, 1993, p. 22).

Les villes ou les quartiers qui ne peuvent ou ne veulent pas entrer dans cette logique de l'excellence, risquent d'être confrontés à un processus de dégradation, de paupérisation puis de stigmatisation. Désertés par les activités économiques traditionnelles, ils n'en attirent pas de nouvelles. Abandonnés par les parties les plus dynamiques de la population attirées par les systèmes de la réussite, ils deviennent le réceptacle de toutes les tares de la société, délinquance, chômage, pauvreté, toxicomanie, insécurité, violences familiales, racisme... Ces processus sont particulièrement rapides et inéluctables dans les cités : « Ces quartiers vite construits et peu équipés sont devenus à présent synonymes de désespoir, surtout pour la nouvelle génération, celle des fils et filles d'OS qui ne peuvent hériter de l'emploi de leurs parents et n'ont reçu qu'une trop faible qualification pour espérer entrer dans le nouveau processus industriel » (Donzelot, Estèbe, 1993, p. 22).

Si l'urbain est, comme l'analysait Henri Lefebvre, la projection sur un espace des rapports sociaux, on voit se dessiner des clivages entre des zones actives, dynamiques, attractives et des zones abandonnées, sous-équipées, excentrées, stigmatisées où se retrouvent les plus démunis, les plus vulnérables, les plus dominés. La ville se délite entre des métropoles « modernes » qui ont tous les signes de la prospérité et de la réussite et des quartiers sordides, symboles de l'échec et de l'exclusion.

Les émeutes qui embrasent régulièrement le paysage urbain des sociétés hypermodernes sont le signe de ce clivage et d'un malaise qui interpelle la partie brillante de la ville et lui rappelle

ses zones d'ombre, cette parité de la société sans espoir qui enrage de s'en sentir exclue. L'abstention lors des consultations électorales qui ne cessent de croître est l'expression de ce sentiment d'exclusion qu'aucune politique de rénovation urbaine ne peut enrayer.

Dans toutes les cités, le désespoir est le même et ses conséquences similaires. Face à la déstructuration sociale, à la dégradation du cadre de vie, les habitants réagissent par des révoltes sporadiques et les autorités répondent par la répression policière. Derrière la revendication d'être écoutés et entendus, c'est la rupture du lien social qui est en cause. Quand on ne peut se faire reconnaître qu'en négatif (comme « violent », « chômeur », « délinquant », « inadapté » ou « démuni »), quand on n'a aucun espoir de voir sa condition changer, alors on retourne les armes contre soi : on s'exclut et on se détruit soi-même.

De la lutte des classes à la lutte des places

Les émeutes urbaines ne sont pas des événements sociaux revendicatifs sur le modèle du mouvement ouvrier. C'est une révolte « en soi » face au désespoir, à la misère, à l'inégalité et à l'injustice. Mais cette révolte n'est pas porteuse d'un projet de changement social, d'une volonté de transformer la société. Lorsqu'on est chômeur, précaire, sans domicile fixe, jeune de la rue ou immigré, la revendication essentielle n'est pas de changer l'ordre social mais de trouver une place dans cet ordre. Derrière les demandes d'être écoutés, d'être reconnus, d'être entendus, on rencontre la détresse de tous ceux qui ont le sentiment de ne pas avoir de place dans la société. Si le terme d'exclu est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

communication, de distribution et d'attribution de valeurs. Les besoins sont avant tout un désir de sens social ; à travers les objets et les activités, les individus visent d'abord des signes de reconnaissance (d'identification), et de différenciation (Baudrillard, 1970).

L'écart à la norme, c'est-à-dire une consommation moindre ou différente, est perçu et vécu comme une situation anormale et comme le résultat d'une incapacité personnelle. Chez les jeunes, le besoin d'identification et de reconnaissance donne à ces écarts à la norme une importance telle qu'ils peuvent rester marqués toute leur vie par l'humiliation ou le sentiment de rejet éprouvés dans leur enfance. L'évaluation de la pauvreté est impossible à faire sans un déplacement vers la dimension subjective. En réalité, sont désignés comme pauvres, et se sentent pauvres, ceux qui ne peuvent satisfaire aux standards de vie normatifs de leurs contemporains dans une société donnée. Les législateurs et les statisticiens ont tourné la difficulté en quantifiant cette notion relative. De nombreuses méthodes de calcul d'un seuil de pauvreté ont été élaborées par les économistes, dont le principal objet est de définir les seuils de responsabilité sociale, c'est-à-dire d'intervention des pouvoirs publics. La CEE, par exemple, a fini par adopter en 1978 comme seuil de référence la moitié du revenu national moyen. Selon cette définition, la pauvreté en Allemagne par exemple, sera bien différente – du strict point de vue du montant des revenus servant à la définir – de ce qu'elle est en Grèce ou au Portugal...

« Fugue en baskets mineures »

Nous avons rencontré Ahmed à deux heures du matin, errant dans les rues de Nanterre. Il vient vers nous, totalement désespéré, et nous demande si nous n'avions pas

rencontré son fils de quinze ans qui a fait une fugue après un violent conflit avec son père.

« Je ne le battrai plus, je ne le toucherai plus jamais », nous dit-il, après avoir raconté que lui-même avait été élevé par son frère aîné qui lui « foutait des torgnoles » lorsqu'il n'était pas sage. Bien sûr, il n'aimait pas ça, mais il ne sait comment faire avec son fils qu'il aime plus que tout, qui est un bon gars, mais qu'il ne sait comment prendre.

Et il ajoute : « Quel respect peut-il avoir pour moi ? Peut-être je lui fais honte. Quand on va faire des courses, il me demande de lui acheter des chaussures à 150 € ! Je ne peux pas, je ne peux pas. Je lui dis non, tu prendras celles-ci, à 40 €, et il n'en veut pas. Je sais bien que tous ses copains ont des parents qui achètent les autres. Mais comment faire ?

Ahmed est manutentionnaire. Il gagne 1 350 € par mois. Il vit en HLM avec sa femme et cinq enfants.

La notion de pauvreté relative conduit en fait à s'orienter vers une définition en termes d'inégalités. Des études visant à construire des indicateurs d'inégalité ont montré que celle-ci devait s'évaluer moins en termes quantitatifs qu'en termes de précarité, moins sur les conditions de vie elles-mêmes que sur les ressources des individus, ou des familles, susceptibles de leur permettre d'affronter des difficultés éventuelles (telles qu'un licenciement, une séparation ou le décès de l'un des conjoints par exemple) et de s'y adapter⁵.

L'insertion dans le *monde du travail* revêt une importance particulière. Depuis les débuts de l'industrialisation, le travail est devenu le critère et la norme de l'intégration sociale ; il procure non seulement des revenus permettant de participer économiquement à la vie de la cité, mais une véritable identité

sociale, dont la capacité de définition est devenue plus forte que toute autre appartenance⁶. Cette conception du travail comme seule porte d'entrée dans le système social et comme grand pourvoyeur de places dans la société est aujourd'hui au cœur du débat social et politique suscité par le nombre grandissant de demandeurs d'emploi.

Si l'intégration dans la dimension économique est capitale, son absence ne suffit pas à définir, ni à expliquer, l'exclusion sous ses différentes formes. De plus en plus nombreux sont les analystes, renouant avec la tradition sociologique durkheimienne, qui portent leur attention sur l'importance du lien social et de l'intégration dans un tissu relationnel (Castel, 1999).

Les liens sociaux

Le lien social se manifeste sous deux formes principales. Ce que Durkheim appelle la solidarité mécanique, qui opère sur le principe de la similitude et de la proximité, et relie entre eux des membres de groupes primaires (famille, clan), et la solidarité organique qui, au contraire, est générée par la différenciation croissante des sociétés industrielles, la division du travail et la complémentarité : les hommes ont conscience de participer, ensemble, au fonctionnement du tout (Durkheim, 1932).

Le lien social assure la cohésion des rapports sociaux. Il tire sa force des représentations collectives communes, ce que Durkheim appelle le lien moral ou la densité morale, et Weber les sentiments et les croyances communs. Nous préférons aujourd'hui parler de ces solidarités en termes de liens sociaux. Car il n'y a pas de « lien social » au singulier, mais des liens

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

symbolique, peut s'ajouter l'exclusion de l'espace de la socialité, jusques et y compris celui du groupe familial ; le chômage, on le sait, provoque parfois des séparations et des ruptures conjugales, entraînant le chômeur dans une dérive sociale et psychologique qui rend plus difficile encore la réinsertion.

Cependant, il faut aujourd'hui nuancer cette analyse. La croissance du chômage est telle qu'il constitue progressivement une référence à laquelle tous ceux qui travaillent se situent plus ou moins implicitement. Dans les milieux défavorisés, le chômage finit par apparaître comme une situation normale qui, fatalement, touche ou touchera un jour quelqu'un de proche ou soi-même. « Quand le non-emploi atteint un tel degré de massification et qu'il est vécu comme une menace concernant tout le monde, il n'est plus possible de le stigmatiser » (Scwhartz, 1990).

Un glissement des représentations s'opère des chômeurs vers les chômeurs de longue durée, ceux-ci bénéficiant des stigmatisations attachées auparavant aux premiers. Si l'on comprend aujourd'hui qu'un licenciement puisse toucher n'importe qui et qu'il soit difficile de retrouver un autre emploi, le chômage de longue durée en revanche suscite le doute. La conviction existe que lorsqu'on veut travailler, on finit par trouver un emploi, quel qu'il soit.

Ainsi, une dichotomie des représentations apparaît progressivement. Le chômage, en tant que phénomène collectif, statistique, est analysé comme un mécanisme produit par un système économique, et dont il est un des éléments fonctionnels. En effet, pour l'économie libérale, le chômage est nécessaire pour maintenir une pression sur les salaires et réduire le taux de l'inflation. N'oublions pas que dans les années 1960, considérées comme des périodes de plein-emploi, le taux de

chômage était malgré tout de 4 %. Dans les périodes de crise et de baisse du taux de croissance, le chômage est une solution pour gérer les aléas économiques, améliorer la productivité et le rendement dans les entreprises. Le chômage apparaît comme un mal inhérent au système et pour certains même, plutôt une solution fonctionnelle (Albert, 1982).

Malgré cela, on continue de considérer la situation des individus sans travail comme anormale, dont la responsabilité retombe sur la personne, et l'invalidité. Le phénomène de l'exclusion par le chômage est comparable au jeu des chaises musicales : il est normal, puisque c'est la règle du jeu, qu'il y ait moins de chaises que de joueurs, mais celui qui reste debout est éliminé, et montré du doigt, parce qu'il a été plus mauvais que les autres !

Le chômeur de longue durée se trouve progressivement, et presque irrémédiablement, hors du jeu. Non seulement ses chances de trouver un emploi et ses ressources s'amenuisent, mais son image sociale et ses relations avec les autres se dégradent ; il entre dans la spirale de la désinsertion.

La relégation sociale

La désinsertion sociale est vécue et perçue comme un problème individuel. La relégation est toujours collective. Elle se caractérise par une insertion économique faible – petits boulots, habitat dégradé, revenus précaires – et surtout par une stigmatisation sociale collective de certaines catégories sociales. La relégation désigne cette partie de la société inemployée et inutile qui décroche, et assiste impuissante aux jeux sociaux – croissance ou conflits – dont ils sont absents. Pour cette

catégorie-là, il est justifié de dire qu'il n'y a plus d'exploitation, car il n'est pas nécessaire d'exploiter ceux dont on n'a pas besoin pour produire et s'enrichir.

Les quartiers périphériques sont devenus les territoires où s'inscrit spatialement la ségrégation sociale. La traduction des frontières sociales dans des frontières territoriales n'est pas nouvelle. Du temps de l'École de Chicago, Park et Burgess pouvaient considérer que les quartiers dégradés dans les centres des grandes villes constituaient le premier cercle de l'intégration, spatiale et sociale, des nouveaux venus – migrants ruraux et immigrants étrangers –, qui finiraient par rejoindre une classe ouvrière en expansion⁸. Aujourd'hui la situation semble bloquée, et durablement reléguée, non seulement spatialement, mais aussi au sein du processus de modernisation sociale. Relégation sociale et relégation urbaine sont le plus souvent confondues, et se renforcent mutuellement (Dubet, Lapeyronnie, 1992). Dans l'espace symbolique, la figure de ces catégories reléguées se dessine en termes de peur, de violence, de « problème social », au mieux, d'indifférence. Leur place sociale se définit en termes négatifs, c'est-à-dire par la charge qu'ils représentent pour la collectivité, ou par leur dangerosité. Mais s'agit-il encore d'une place ?

En revanche, et c'est ce qui différencie la relégation sociale de la désinsertion individuelle, l'intégration dans des réseaux de sociabilité peut être forte, et cela ne diminue pas pour autant l'exclusion symbolique, au contraire elle en est par certains côtés renforcée. À la différence des individus en désinsertion, les résidents de ces lieux d'exil, les jeunes sans emploi stable, les loubards, les familles des cités périphériques produisent des formes de solidarité restreinte non négligeables. Même s'il s'agit d'une socialité obligatoire née du besoin de survivre et de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

décomposition de la société domestique, ni au déclin irréversible de l'institution familiale (Segalen, 1991 ; de Singly, 2007). Les enquêtes sur les réseaux de parenté mettent en évidence l'importance et la régularité des échanges, et leur extension à la parenté élargie. La solidarité intergénérationnelle fonctionne toujours, sous forme d'aides financières, de services, ou d'informations, par exemple dans la recherche d'un emploi, qui mobilise en ce temps de crise tout le capital social des familles.

Par ailleurs, la famille semble faire montre d'une certaine capacité d'adaptation et d'invention de nouveaux modèles. La disparition des familles nombreuses, avec ce qu'elles impliquaient de larges réseaux de sociabilité, conduit dans certains cas à des recompositions de nouvelles familles. À partir des unions successives et l'alliance des fratries des demi-frères et sœurs, on aboutit à des formes de solidarité proches des clans ou des tribus. Même si ces recompositions, qui représentent un élargissement vers l'extérieur, sont plus fréquentes dans les classes moyennes ou supérieures que chez les ouvriers, pour lesquels la famille représente davantage un refuge, c'est-à-dire une fermeture, il semblerait bien que l'évolution sociale, qui fragilise en effet les anciennes structures familiales, conduirait plutôt à un renforcement de la dynamique familiale qu'à sa disparition.

Mais il en est de la famille comme de l'emploi : l'adaptation à une conjoncture difficile et l'invention de nouveaux modèles nécessitent des ressources que tous n'ont pas. Les ressources familiales ne dépendent pas des revenus, elles sont le résultat d'une accumulation patiente transmise génération après génération. Quels que soient le statut social et le niveau culturel des parents, que l'on soit patron, cadre ou ouvrier, il est des familles qui sont capables de transmettre certaines ressources : la fierté du nom et la confiance dans les qualités de la lignée, la

mémoire qui ancre le présent et permet de mieux se projeter dans l'avenir, la certitude dans certaines valeurs, une culture de groupe qui sert de référence, l'amour de l'enfant qui structure durablement l'identité de l'individu... Tous ces éléments constituent un capital familial qui joue un rôle important dans l'intégration des individus, et pas seulement dans l'espace de la sociabilité.

À la différence du capital financier, qui se comptabilise aisément, ou du capital culturel qui peut au moins s'évaluer à travers des diplômes, le capital familial est difficile à mettre en évidence tellement les éléments qui le composent sont mis à jour à travers la subjectivité des acteurs ou des observateurs. Comment évaluer l'amour dont un enfant a été entouré, ou la valeur des normes véhiculées par la culture familiale ?

Les effets *a contrario* de l'absence de ressources familiales semblent plus faciles à mettre en évidence. Tous ceux qui sont en rapport avec les publics en difficulté rencontrent les effets déstructurants de la répétition intergénérationnelle. La violence, lorsqu'elle est familière dès l'enfance, est intégrée par l'adulte comme un mode spontané de décharge des tensions. Elle est prête à resurgir, vis-à-vis des autres ou de soi-même ; ceux qui ont grandi dans des familles fragiles intériorisent une vulnérabilité qui diminue leurs ressources face aux crises.

Ainsi, les modifications des structures familiales conduisent à des issues très différentes. Chez les uns, elles produisent une adaptation, qui se traduit tantôt par un repli sur la famille nucléaire, tantôt par des recompositions recréant de nouvelles solidarités, de nouveaux « clans » élargis. Chez les autres, les plus démunis affectivement, l'éclatement de la famille élargie conduit souvent à l'isolement et à la reproduction de nouvelles familles tronquées. Plutôt que de parler d'affaiblissement de liens familiaux, il serait plus juste de dire que nous assistons à

des phénomènes de dualisation dans l'espace relationnel, proches de ceux que connaît la sphère économique. Mais, rappelons-le pour éviter tout malentendu, le capital familial est indépendant du statut social : il n'y a pas, d'un côté, une population socialement stable cumulant biens financiers et biens familiaux et, de l'autre, une population pauvre et familialement appauvrie. Les deux axes de dualisation ne sont pas superposables, même s'ils se rejoignent en partie au pôle négatif ; car, si l'aisance économique ne produit pas nécessairement de l'affection, ni le goût de la convivialité familiale, à l'autre extrême, la précarité, l'insécurité et des conditions d'existence très difficiles finissent par porter atteinte aux relations affectives.

Recomposition des réseaux extra-familiaux

Les réseaux de sociabilité et d'entraide extra-familiaux auxquels on se réfère, implicitement ou explicitement, pour en déplorer la perte, sont des réseaux de type traditionnel ou communautaire, fondés sur le voisinage et sur l'inscription commune dans un espace qui a une histoire. Durkheim a élaboré la notion de solidarité mécanique en pensant aux sociétés primitives ou traditionnelles. Dans ces sociétés, la proximité spatiale, la stabilité et la taille restreinte des regroupements des individus produisent un effet de similitude, tant du point de vue des fonctions, quasiment interchangeables, au sein du groupe, que du point de vue des modes de vie et des croyances religieuses. La solidarité au sein de ces groupes s'exprime « naturellement » ou « mécaniquement ». Si cette solidarité tire sa force essentiellement d'un sentiment d'appartenance fort,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

protection.

Ainsi se constitue la « dette sacrée » que la nation contracte à l'égard de son peuple. C'est dans ce contexte de profonde mutation de la société et de son régime économique que l'État construira, à partir de la conceptualisation de la solidarité nationale (Bourgeois, 1898), les modalités de l'ordre et du lien social qui se substitueront au régime familial de protection. Cette période va déboucher sur l'action de l'État social qu'on connaît aujourd'hui, c'est-à-dire sur son engagement dans une politique volontariste s'efforçant de garantir à chaque citoyen dans le besoin un niveau de protection sociale suffisamment digne pour lui permettre de se maintenir dans la société plutôt qu'à ses marges. Depuis trois décennies, l'État-providence s'efforce de réduire ou contenir, avec des succès variables, le risque de « fracture sociale » (Emmanuelli, Frémontier, 2002), de « ségrégation sociale et spatiale » (Maurin, 2004 ; Donzelot, 2003), ou encore de « relégation » (Delarue, 1991). Il semble que depuis une quinzaine d'années, les situations de précarité s'accroissent et qu'elles se caractérisent par leur massification. Dans le même temps, les opérateurs des politiques sociales tentent de personnaliser le traitement de la précarité dans la double perspective de répondre au plus près des besoins singuliers et d'optimiser leurs moyens. Mais est-ce que, paradoxalement, le traitement personnalisé de la précarité ne correspondrait pas au retour du traitement d'équité plutôt que d'égalité ? Ne serait-il pas favorable à l'expression d'une violence symbolique à l'endroit de demandeurs déjà fragilisés par leurs dépendances aux dispositifs d'aide sociale ? Peut-on préciser les ressorts de cette violence ?

C'est dans ce contexte général marqué par la transformation profonde de l'économie et des régulations sociales – avènement du capitalisme financier, crise de l'État-providence,

affaiblissement de la conscience collective, pénurie d'emplois, valorisation de la responsabilité individuelle, logique gestionnaire des organisations sociales – que sont appliquées les politiques sociales dont la caractéristique est de contribuer, contrairement à leurs objectifs de réparation, à une dynamique d'assignation des individus à leur condition de vie précaire. La violence symbolique, par laquelle est médiatisée et diffusée la stigmatisation, opérerait, par sa force de sidération, comme un inhibiteur de l'action. Elle viendrait affaiblir ou « neutraliser » les capacités d'actions, notamment celles de dégagement, des individus plongés durablement dans une vie précaire, voire elle contribuerait à une autodépréciation de l'identité sociale, orientant la capacité d'agir des individus vers le désir de se soustraire de l'épreuve du vivre en société pour s'établir définitivement à ses marges. Cette violence symbolique, que nous définirons plus bas et dont certains professionnels sont aussi victimes, s'exerce avec d'autant plus de force qu'elle frappe des individus atomisés et marqués par l'absence d'identification à des groupes susceptibles de devenir des opérateurs d'une contestation du traitement dont ils sont l'objet.

Valider cette hypothèse conduira à montrer dans une première partie en quoi le « précaire » renvoie à une condition économique de vie qui s'apparente à celle du prolétariat mais qui, sur le plan de l'expérience sociale et des modes de vie, s'en différencie. Nous verrons en quoi le précaire est une illustration du passage de la lutte des classes à la lutte individuelle pour une place. La situation de précaire peut être une condition et une « épreuve » éprouvée diversement selon les types de socialisation dont sont porteurs les individus. Le passage de la lutte des classes à la lutte pour une place potentialise l'expression d'une violence symbolique de la part des acteurs des institutions sociales à l'encontre des individus les plus

atomisés socialement et les plus démunis en ressources culturelles, sociales et symboliques. Les ressorts et les visées de cette violence parviennent à bout des socialisations.

*Du prolétariat au précarariat :
de la lutte des classes à la lutte pour une place*

La condition de vie du prolétariat rural et urbain a été caractérisée au XIX^e siècle par sa grande pauvreté jusqu'à l'avènement du compromis fordiste. À partir des années 1945, une très large partie des « prolétaires », a pu s'émanciper de sa condition antérieure grâce aux revenus qu'elle retirait de son travail et à une protection sociale l'assurant contre les risques de la vie (Erwald, 1986). Durant cette période, le prolétaire change de statut, de simple producteur de biens qu'il était, il accède à celui de consommateur. L'accroissement de ses revenus et la possibilité de dégager une « propension à épargner » lui permettent de s'extraire de sa condition de prolétaire, de sorte qu'il accède progressivement, à mesure que s'accroît sa protection contre les risques (accidents, vieillesse, chômage, maladie), à une existence sociale « positive ». Même si la grande pauvreté n'a pas disparu (Brebant, 1984), la période qui va de 1945 à 1975 a été sans doute celle qui a vu se réaliser le plus manifestement l'adéquation entre développement économique, progrès social et épanouissement individuel. Cette période de promotion sociale voit donc une large fraction de la classe ouvrière accéder à un mode de vie qui emprunte à celui des classes moyennes et c'est à cette même période qu'émerge visiblement la multiplicité de catégories sociales dont se compose actuellement la société¹². L'utilisation du terme de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

mais en revanche bien des semaines amères, et il était las de travailler sans relâche » (Elias, *ibid.*, p. 82). Pour Elias, *Tolstoï décrit la soumission coutumière du serviteur à son maître*. Et plus loin, il va insister sur le fait que le marchand et le serviteur n'attachent pas la même valeur à la vie parce qu'elle n'a pas le même sens pour chacun d'entre eux. Pour Elias, « la manière de mourir dépend aussi, en grande partie, de la question de savoir si un homme a la possibilité, et dans quelle mesure, de donner un but à sa vie et de l'atteindre, de se fixer des tâches et de les réaliser. Elle dépend de la question de savoir si le mourant a le sentiment, et dans quelle mesure, que sa vie a été bien remplie, pleine de sens, ou au contraire vide de contenu et de signification » (Elias, *ibid.*, p. 82, 83).

Norbert Elias avec l'exemple de Nikita dépeint le cas d'une socialisation, d'une personnalité complètement ajustée par ses conditions sociales de vie, et que ces dernières structurent les modes de rapport à la vie et à l'action. L'ambition d'être n'excède pas les possibilités que cadre la condition sociale d'appartenance d'une époque. Robert Castel et Norbert Elias montrent que l'individu tend à penser sa condition à partir de celle qui s'impose à lui, et qu'il tend à développer une personnalité (et sans doute une psychologie) conforme à sa condition. La condition objective conditionne l'ambition d'être et façonne une conscience de soi spécifique. Et lorsqu'il s'attache à comprendre à quelles conditions l'individu peut exister comme individu positif dans la société moderne, Castel montre, comme Tolstoï, que le désir d'exister à une place sociale peut être réel mais ne peut se réaliser dès lors que l'individu est happé par le précarat. Ce n'est pas tant la consistance subjective qui fait l'individu positif que l'étayage social dont il dispose.

Fort de cette conception de la socialisation et des désirs

d'exister qui lui sont attachés, on peut s'interroger sur la manière dont on doit considérer les capacités d'agir des individus qui ont été insérés et qui se trouvent aujourd'hui dans la condition du précarat. Dans les modèles de socialisation proposés, les individus antérieurement insérés (les individus positifs selon le terme de Castel) ont accédé à des désirs d'existence sociale conformes à la consistance de leur insertion. La désinsertion ne produit pas de régression dans la prétention à un certain niveau d'existence sociale, le désir reste analogue à celui élaboré à l'état antérieur, mais la possibilité objective de le réaliser n'y est plus. C'est bien dans cette perspective qu'il faut considérer l'individu comme sujet subjectif doté d'ambition sociale (au sens où celui-ci exprime des attentes qui s'opposent à la condition qui lui est faite) mais privé des capacités objectives d'agir conformément à ce désir. Cette argumentation nous conduit à conclure que le désir d'exister ne suffit pas pour accéder à l'existence que l'on désire, et que ce n'est pas parce que l'individu revendique d'être autre que ce qu'il est qu'il est perçu pour ce qu'il n'est pas.

Les individus à l'épreuve de la violence symbolique

On a vu que l'affaiblissement de la conscience collective (ou de participation à des actions collectives) est une variable qui joue contre la capacité à faire front contre les organisations sociales qui tendent à stigmatiser les populations qu'elles ont pour mission d'aider. Mais nous avons vu aussi que, bien souvent, la socialisation des générations forgée par la société des années 1950 et 1960 avait participé à s'émanciper des

modèles collectifs justement parce que l'implication dans la sphère du travail le permettait.

S'agissant d'étudier maintenant les raisons de l'emprise puissante qu'exerce la violence symbolique sur les individus précarisés, et ce quelle que soit la socialisation à laquelle ils ont été nourris, nous amène à définir ce que nous entendons par violence symbolique. On doit à Bourdieu (1992, 1993) d'avoir défini la violence institutionnelle comme l'effet d'imposition de procédures auxquelles les populations doivent se soumettre alors qu'elles n'en partagent ni la culture ni la dimension normative. La violence symbolique est définie, quant à elle, comme l'effet de normes jugées « naturelles » aux yeux des acteurs et véhiculées sous forme de jugements légitimes à l'encontre de personnes perçues comme partageant les mêmes normes. La caractéristique de la violence symbolique est d'échapper à la conscience de son auteur, ce dernier ne la mobilisant pas consciemment pour ses effets recherchés (Bourdieu, 1993, p. 909-939). Pour l'auteur d'une violence symbolique, il s'agit, par exemple, de rappeler une règle, et non de la faire appliquer parce qu'elle est supposée « naturellement » partagée par des individus supposés équipés des mêmes prérequis normatifs pour la reprendre à leur compte. C'est finalement à son caractère d'impensé que la violence doit sa force. Elle se déploie sous la forme d'une proposition anodine et positive masquant aux yeux mêmes de son auteur, l'instauration d'une relation de domination que seuls les bénéficiaires perçoivent derrière l'apparente sollicitude dont ils sont l'objet.

Ainsi, la violence symbolique véhiculée par les professionnels de l'insertion vise incidemment à produire le trouble dans la moralité des personnes, à les culpabiliser dès lors qu'elles ne se montrent pas en capacité d'honorer leur

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

et acquérir de nouveaux points de repères plus ou moins déviants et destructeurs ;

– la troisième étape est celle du *décrochage* et consiste à user d'un moyen institutionnel de survie pour s'abriter et se nourrir : centre d'accueil, Restaurant du Cœur... Ce qui signifie être socialement repéré et désigné comme errant d'où des conséquences sur la participation ultérieure à la vie sociale et sur l'évolution de l'image de soi. Lorsque l'individu, entamant sa carrière d'errance, vient à fréquenter les institutions spécialisées, il porte atteinte à la représentation qu'il a de lui-même, qui lui permettait de faire face aux conflits, aux agressions et aux échecs. Sans doute s'agit-il d'une des phases les plus cruciales du processus de mise en place d'un comportement marginal. Le bouleversement principal est un changement de son identité aux yeux des autres.

– la quatrième étape est celle de la *déchéance* et de l'entrée dans un groupe organisé d'exclus. Cette entrée n'est pas passagère. Elle débouche sur une nouvelle appartenance sociale. Ceux qui atteignent ce stade sont portés à rationaliser leurs positions. Certains vont jusqu'à élaborer des justifications philosophiques expliquant pourquoi ils sont comme ils sont et pourquoi il n'y a aucun mal à être comme cela. Cette installation a aussi comme conséquence l'acquisition d'un savoir-faire : on y apprend à mener à bien des activités de survie avec un minimum d'ennuis, à participer à une sous-culture organisée autour d'un mode d'errance particulier. Elle finit par dispenser l'individu de s'interroger sur ce qu'il fait, convaincu que c'est là, la seule manière de vivre. Il justifie son nouvel état par des rationalisations qui le conduisent à défendre ce mode de vie quand bien même il est cause de souffrance.

Dans cette description, l'errant est vu comme passif. Il semble peser sur lui une détermination sociale implacable qui,

d'étape en étape, va le conduire sur le chemin de la déchéance. Cette perception est chargée d'une force de prédiction qui se projette sur l'individu, lui assigne une identité sociale dévalorisée et un destin quasi inéluctable vers la déchéance. Ce type de description fonctionne comme une grille explicative du phénomène qui occulte la dynamique psychologique à l'œuvre dans la situation. La critique de cette approche est importante si l'on veut sortir de la prédiction créatrice lorsque l'on fait dire aux individus que l'expérience qu'ils vivent effectivement correspond bien à la vision que le modèle en propose.

La désinsertion est un processus dynamique, inscrit dans les décalages et les tensions qui sont à l'œuvre entre la manière dont l'individu se perçoit dans une situation déterminée et la manière dont il est perçu par les autres dans cette même situation, entre l'identité souhaitée et l'identité prescrite. C'est dire que les individus ne se soumettent pas immédiatement et passivement à ce qui leur arrive et aux regards que les autres projettent sur eux.

Résistance, adaptation, installation

Dans les récits des personnes engagées dans le processus de désinsertion, on peut repérer trois phases psychologiques distinctes : la résistance, l'adaptation, et enfin l'installation. Ces trois phases psychologiques se manifestent de manières différentes selon les étapes et selon les individus.

La phase de résistance

La phase de résistance caractérise le moment où l'individu va mobiliser l'ensemble de ses ressources affectives, sociales, culturelles pour résister à la nouvelle situation sociale dans laquelle les événements l'ont amené.

Il faut souligner que les capacités des individus à résister, la plus ou moins grande rapidité avec laquelle ils vont s'adapter, la manière dont ils vont s'installer dans les situations, sont fonction de la plus ou moins grande dotation en capital affectif, culturel, social. Les antécédents socio-affectifs familiaux de même que la trajectoire sociale, culturelle, les prédisposent à résister plus ou moins bien aux situations rencontrées.

Ceux qui jouissent dans leur histoire familiale de repères affectifs stables sont ceux qui résistent le mieux aux différents événements difficiles rencontrés. Ce capital affectif leur permet de se ressourcer dans une image positive d'eux-mêmes qu'ils mettent à profit pour dépasser une situation difficile. Ces individus, de par les sentiments qu'ils mobilisent, tiennent souvent en extériorité les problèmes concrets. S'ils subissent des événements qui les amènent à des situations précaires, celles-ci ne sont pas vécues sur le mode d'une désinsertion mais sur celui d'un accident de passage.

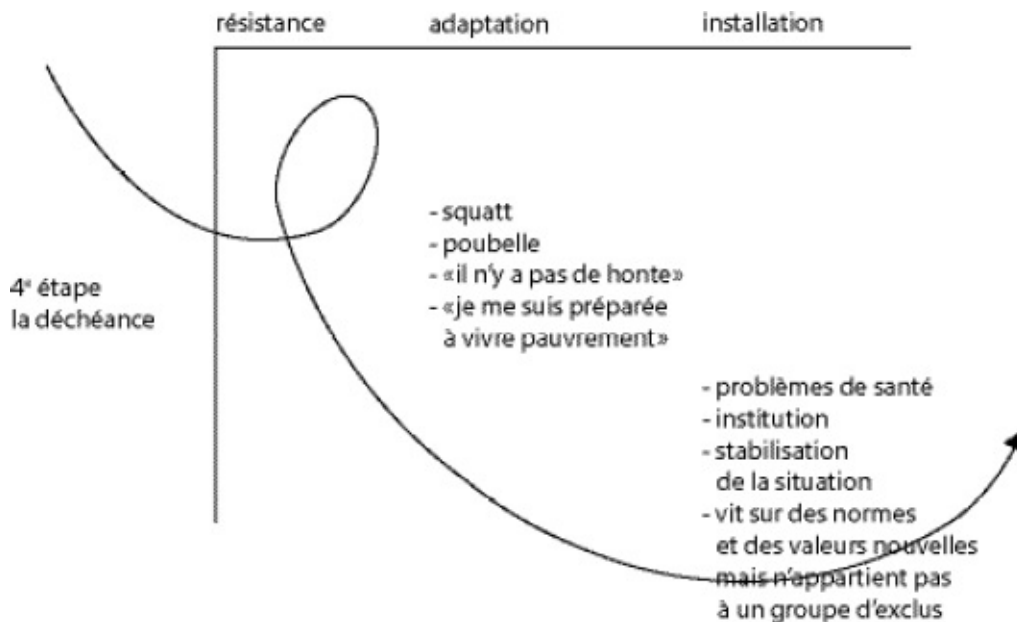
L'origine culturelle et sociale joue aussi un rôle important dans la perception et la plus ou moins grande capacité à bloquer le processus de désinsertion. Suivant l'origine sociale, la perception de la situation de désinsertion peut être opposée. Quand l'origine sociale est modeste, la désinsertion n'est pas ressentie avec la même acuité que pour ceux qui ont vécu une ascension forte parce que leurs conditions concrètes d'existence actuelles ne sont pas très éloignées de celles qu'ils ont connues dans leur enfance. Leur mode de vie, même si des événements les mettent dans des situations plus précaires qu'antérieurement, ne les écarte pas considérablement de leur situation d'origine.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

habite sous les ponts ou dans des installations sportives.

Elle ne demande pas d'aides sociales. Le recours qu'elle fait à l'âge de soixante ans est dû à sa santé déclinante. Lors de son entrée au RMI, elle « squattait » depuis quinze mois dans un bâtiment puis, à la suite de sa démolition, dans le hall d'une gare et dans un jardin de la Sécurité sociale. Suite à un recours auprès du Secours catholique, elle trouve un hébergement dans un hôtel puis dans un village de retraite. Après l'obtention de l'assurance vieillesse, elle juge que son « argent de poche » va être plus large et qu'elle va pouvoir s'occuper un peu d'elle-même.

Tout se passe comme si l'histoire de la désinsertion de Denise était le résultat d'un choix, d'un long travail d'adaptation choisie. Denise n'a pas de revendication, rien ne semble la retenir, et elle ne cherche pas à s'associer aux autres. Elle a vécu trop longtemps dans la misère. Son choix de vie équivaut à une résignation. L'ensemble de l'entretien montre l'acharnement, l'énergie qu'elle a développé à exister ainsi, à s'adapter à la misère, adaptation matérielle et concrète mais aussi mentale. Denise semble avoir effectué une profonde mutation pour adapter ses normes à ses conditions concrètes d'existence. Elle se construit une nouvelle identité sociale et ne peut plus négocier son image sociale à l'aune de ce qu'elle était avant.



Denise est une illustration singulière de l'étape de la déchéance. En effet, elle ne participe pas à un groupe d'exclus de même qu'elle ne semble pas avoir un parcours marqué par l'alcoolisme.

De manière plus générale, les trois phases (résistance, adaptation, installation) peuvent se retrouver de manière plus marquée dans l'étape de la déchéance. La situation des individus qui font la manche dans le métro illustre ces différentes phases :

- la phase de résistance s'incarne dans le fait de faire la manche debout, dans les gares, le métro, etc. L'individu montre ainsi qu'il est valide, qu'il n'est pas passif et n'est pas clochard ou au moins qu'il ne s'identifie pas à eux. Il est parfois agressif avec les passants pour leur montrer qu'il existe et qu'il fait partie de la communauté, même s'il est déjà à la marge. La manche, dans ce cas, ne dure que quelques heures par jour et l'individu a d'autres activités et fait encore des démarches pour agir sur la situation ;

- la phase d'adaptation s'incarne dans le fait de faire la manche assis. L'individu montre aux autres qu'il a adhéré à l'état dans lequel il est, il accepte le verdict du regard des passants. La manche, appel direct à la pitié et à la mendicité, est

le mode de survie privilégié : l'individu vit de cette pratique et en fait son occupation principale. Le « mendiant » est, à ce stade, encore en relation avec le monde extérieur ;

– la phase d'installation est illustrée par le fait de faire la manche couchée. L'individu dort, le plus souvent ivre. Il reste parfois la pancarte pour signaler le besoin d'aide. Mais l'homme en tant qu'individu s'est résigné à ne plus exister pour le monde. À travers ces exemples, on perçoit que la désinsertion sociale est un parcours qui n'a rien de linéaire ni d'inéluctable. À tout moment, des « sorties » sont possibles, même si elles deviennent de plus en plus improbables à mesure que l'on se rapproche de la déchéance. Ces sorties dépendent d'une alchimie complexe entre des facteurs objectifs, en particulier l'aide extérieure qui peut être apportée, et des facteurs subjectifs, c'est-à-dire la façon dont l'individu vit son rapport au monde et à lui-même.

Les histoires qui suivent vont illustrer de façon singulière les processus les plus courants qui caractérisent la confrontation à la désinsertion sociale.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

dernière sortie de prison, grâce à une association d'insertion qui l'accompagne matériellement et psychologiquement dans cette démarche ; il y fait un stage de réinsertion dans lequel il renoue des relations amicales avec d'autres personnes et s'apprête à trouver un emploi après dix-huit ans sans profession licite, sans certificat de travail, sans « justification » : « C'est un vide, c'est un véritable trou ! » Il affirme aujourd'hui une volonté de réinsertion malgré des obstacles qui lui semblaient insurmontables quinze ans plus tôt. Trouver un emploi après tant d'années de vie marginale lui semblait impossible. Aujourd'hui, son âge, le fait que l'aide soit un droit et le fait d'avoir réussi à renouer des relations avec les autres sont les trois facteurs qui semblent déterminants pour expliquer son changement :

– il pense qu'à son âge, il lui faut trouver une autre solution que les cambriolages : « J'ai cinquante et un ans maintenant, alors ça devient urgent... Il faut penser à la retraite peut-être, et puis même pas, il faut penser à vivre jusqu'à la retraite. »

– il a compris que le RSA était un droit grâce à l'assistante sociale de la maison d'arrêt qui, depuis deux ans, essaie de le convaincre. « J'ai appris depuis que c'était un droit... Un droit, c'est quelque chose qu'on peut exiger. »

– il se sent en mesure d'accepter cette aide institutionnelle parce qu'il a entretenu des relations personnalisées avec les services sociaux. « Lorsque j'étais en prison, je m'étais adressé aux éducateurs que je connaissais très bien, puisqu'on nettoyait les bureaux. [...] Je suis passé à ce comité de probation parce que je les connaissais, il n'est pas dit que si je ne les avais pas connus, j'y serais passé... Ce sont eux qui, après m'avoir une fois de plus parlé en ami, m'ont aidé. »

Aujourd'hui, il se projette dans un nouveau parcours professionnel et social malgré les difficultés objectives qu'il va devoir affronter : « Dans mon esprit, ça y est, j'en suis sorti. Je

n'irai plus en prison et pour ne plus y aller, il n'y a qu'une solution, c'est de ne plus voler. Mais si je ne veux plus voler, il faut que je trouve de l'argent pour vivre. Donc, solution : RMI d'abord, travail ensuite. C'est le déroulement normal de retour à la vie... »

On peut rester perplexe devant l'incongruité du parcours de cet homme scrupuleux, consciencieux et appliqué, courageux, honnête et fier, qui montre un très grand respect des convenances et de l'ordre social. Pourquoi choisit-il le cambriolage comme mode de survie au risque d'aller en prison, d'être déconsidéré par son entourage et de ne plus s'estimer lui-même au point de rester seul pendant dix-huit ans ? Nous allons tenter d'éclairer et peut-être de donner sens à ces choix qui, comme tant d'autres, sont faits dans une situation de dénuement et de solitude totale et paraissent aberrants au premier abord.

C'est la rupture conjugale qui a remis en cause l'ensemble du mode de vie de Maurice et entraîné des ruptures en chaîne avec la famille, le logement et les relations aux autres, chaque étape entraînant l'autre dans une spirale qu'il ne maîtrise plus.

L'éducation de Maurice suppose l'intériorisation d'un système de valeurs et d'un certain nombre de règles de vie du « monde du rail » (Vincenot, 1980). Il a intégré ses valeurs. Il se devait d'avoir un emploi pour apporter à sa maisonnée les moyens matériels indispensables, d'être le pourvoyeur des fonds nécessaires à la survie familiale, le garant du bien-être matériel et le pilier de la famille. Le départ de sa femme et de sa fille détruit le sens d'un investissement professionnel qui le liait à sa famille et le confirmait dans un rôle d'homme vécu à l'image de son père. L'aide que ses collègues et amis ont tenté alors de lui apporter est insupportable parce qu'elle réactive la souffrance de n'être plus conforme à ce modèle.

Au départ de sa femme, il se sent vaciller. Il ne trouve pas les

moyens de rétablir un équilibre rompu dans le système de valeurs de la corporation des cheminots et du monde du rail. Ayant transgressé les règles de son groupe, il pense que sa conduite sera désapprouvée. Il n'ose plus se présenter devant les siens dont il craint le blâme. Il ne se sent plus digne d'être des leurs. Il restera totalement seul pendant dix-huit ans.

Pourtant l'éducation de Maurice semble l'avoir soutenu et guidé pendant toute cette longue période. C'est l'image qu'il se fait de lui-même qui lui donne la volonté de rester « propre et correct vis-à-vis de lui-même et des autres, même en étant dans la panade ». Sa manière de vivre et sa pratique du cambriolage sont, pour une part, en conformité avec les valeurs qui lui ont été inculquées dans son enfance. Dans le monde des cheminots, l'homme ne vaut que par la connaissance de son métier. La rigueur, la discipline, la conscience professionnelle sont des valeurs essentielles. S'il choisit le vol, ce n'est pas par vice ou par immoralité, mais bien comme la seule solution acceptable à ses yeux pour préserver sa dignité d'homme. C'est cette activité qui lui permet de conserver son autonomie, de rester responsable de lui, de ne pas être obligé d'attendre d'autrui sa subsistance. Maurice commence ce métier de cambrioleur en professionnel. « Je me suis mis cambrioleur », dit-il, comme s'il s'agissait d'un choix professionnel. Il retrouve dans ce choix des composantes similaires à celles du travail artisanal : goût du travail bien fait, habileté, et même, paradoxalement, une certaine honnêteté. Il « s'insère professionnellement » dans un métier illégal, dont il connaît les règles et les savoir-faire, dans lequel il développe des compétences et affirme une certaine éthique.

Il décrit son activité d'une façon très technique : « Ce que je fais¹⁵, ce sont les bibelots, les livres anciens et modernes, les faïences, les porcelaines, l'argenterie, on en trouve dans des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Les bottines de Victoria

Victoria a vécu, durant toute son enfance et son adolescence, dans des conditions de grande pauvreté. Fille d'exilés espagnols arrivés en France à la fin des années 1940, elle a connu aussi les discriminations et les humiliations dont étaient l'objet les étrangers. Aujourd'hui, Victoria « s'en est sortie ». L'accumulation de diplômes, d'engagements politiques et sociaux, de projets, montre sa soif de participation et d'action, et sa réussite, si l'on entend par là le fait d'être parfaitement insérée. Son histoire met en évidence l'importance que peut prendre le « capital familial » dans la structuration des identités et dans l'élaboration de stratégies de sortie de conditions de vie difficiles au départ.

Victoria est née en Espagne en 1945, de parents anarcho-syndicalistes et de grands-parents anarchistes. En 1948, son père, inculpé par le régime franquiste, se réfugie en France. Sa mère, la petite Victoria qui a alors trois ans et un frère de quelques mois le rejoignent peu de temps après. Ils traversent les Pyrénées à pied dans des conditions difficiles, puis s'installent dans les environs de Lyon où se trouvent déjà d'autres réfugiés politiques. La famille est complètement démunie et vit dans des conditions proches de la misère. Ils habitent d'abord dans la cave d'un pavillon. « Nous, c'était le premier étage de la cave, mais il y avait encore une autre cave qui était complètement

aveugle. J'avais vraiment très peur de cette cave. Mon frère dormait dans un cageot d'oranges. » La mère contracte une tuberculose qui se déclarera plus tard, et qui l'obligera à se séparer de ses enfants pendant deux ans. Le père travaille chez un négociant en fruits et légumes d'origine valencienne et s'occupe des emballages. Ils restent dans cette cave un an et demi, puis emménagent dans la banlieue de Lyon.

Le « 145, route Nationale », ou « Cour des Miracles », est un immeuble occupé par des familles pauvres, déclassées. L'alcoolisme, les petits trafics font partie du quotidien. Victoria, en grandissant, aura honte de dire où elle habite, et s'arrangera pour recevoir son courrier à une autre adresse. Quant aux logements, ils sont petits et sans confort. Les enfants sont le plus souvent dehors dans la journée. Le soir, chez Victoria, trois enfants se partagent la chambre avec la grand-mère, les parents dorment dans la cuisine. Le coût n'est pas très élevé, mais les impayés s'accumulent parfois. Lorsque l'employé chargé de recouvrer les loyers passe dans l'immeuble, il arrive que la mère se cache ou fasse dire par les enfants qu'elle est absente.

À l'école, les choses ne sont pas plus faciles. « L'institutrice avait pris en grippe tous ceux qui n'étaient pas français. » Dans le quartier il y avait beaucoup d'Italiens, d'Espagnols, de Juifs arméniens, qui jouaient à l'époque le rôle des Maghrébins d'aujourd'hui : étrangers étranges, inassimilables, méprisés parce que mal habillés, parlant mal le français, habitant dans des endroits sordides. À l'école, les enfants du « 145, route Nationale » sont vite catégorisés comme des éléments mal insérés, de qui on ne pourra rien tirer de bon. Victoria travaille par à-coups, tantôt dans les dernières de la classe, tantôt dans les premières. De toute façon, il n'était pas question qu'elle continue ses études au-delà du certificat. Sa famille ne pouvait pas payer l'autobus qu'elle aurait dû prendre tous les jours pour

se rendre aux cours, et elle-même ne pensait pas - peut-être parce que son père n'était jamais allé à l'école - que les études étaient le passage obligé de la réussite. Dès douze ans, elle commence à travailler.

À l'extérieur, Victoria connaît aussi la stigmatisation, en raison de ses origines espagnoles républicaines. À dix ans, elle est parfaitement consciente des images attachées aux « Espagnols rouges ». Elle se souvient d'une histoire qui circulait sur les républicains espagnols qui « avaient une queue dans leur culotte, comme les diables. Oui, oui, maintenant ça fait rigoler, mais à l'époque... En fin de compte, la plus grande difficulté a été de m'insérer dans une société qui n'est pas la mienne, qui n'était pas la mienne. » Ainsi, l'enfance et l'adolescence sont marquées par la pénurie économique, les mauvaises conditions d'habitat, la scolarité tronquée, et la double stigmatisation en tant qu'Espagnole et résidente d'une « cour dépotoir ».

Cette description des conditions de vie de son enfance pourrait faire croire que Victoria a eu une enfance malheureuse, écrasée par la misère. En réalité, la richesse relationnelle et culturelle du milieu dans lequel elle a grandi modifie totalement son vécu des choses. Le souvenir qu'elle garde de ces années est joyeux, lumineux. Elle ne se vivait pas pauvre, pour elle, la plus grande pauvreté, « ce serait d'être coupée du monde, c'est l'isolement, c'est ne pas avoir accès à la culture en termes de connaissance, d'envie d'apprendre ». Victoria trouvait, au sein de sa famille et des amis qui gravitaient autour d'elle, des ressources capitales qui lui ont permis de considérer la pauvreté dans laquelle ils vivaient à l'aune d'autres valeurs, qui la rendaient plus supportable, voire même amusante ou valorisante. Par ailleurs, ce capital familial a aussi contribué à structurer son identité de manière à pouvoir résister à la stigmatisation, et à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Lors de la première phase de son parcours, Joseph s'insurge contre ce « tatouage » que représente le RMI. Il se refuse à intérioriser l'image négative d'assisté. Sa principale réaction est la différenciation, la mise à distance du groupe collectif. Lui se dit différent des autres (« c'est ma façon d'être », « c'est peut-être personnel »), ce qui induit qu'il ne fait pas partie de la catégorie des assistés, que la situation présente ne peut être qu'un passage, une parenthèse dans sa vie « normale » de cadre bien intégré. Il pense que son statut antérieur rend impossible son acceptation du statut actuel, et puise dans cette différenciation la force de se persuader lui-même qu'il pourra s'en sortir.

« Mais ce n'est pas vrai, tu ne vas pas supporter ça, tu ne vas pas rester à la charge, être un assisté. C'est mon passé qui m'a donné cette réaction, c'était insupportable. » Joseph s'apostrophe lui-même, mettant ainsi en œuvre une dissociation entre la situation qu'il vit, le statut social qui correspond à cette situation, et sa propre identité personnelle. Il y a deux parts en lui, le « je », son identité personnelle, noyau dur de sa personnalité, en continuité avec sa vie d'avant, et le « tu », qui correspond à son statut social actuel.

Il pense que tant que « je » continuera à se définir par un statut valorisé, et fera référence aux normes sociales dominantes (ne pas être un assisté, mais au contraire, un battant, un gagnant), le « tu » nouveau aura la force et le désir de se sortir de la situation d'assisté. L'un s'adresse à l'autre pour l'encourager, s'étonner d'en être arrivé là, le secouer, l'engueuler. Mais il ne suffit pas non plus de souhaiter vouloir pour que la volonté et le désir se matérialisent dans les faits. Il ne commencera vraiment à s'en sortir que lors de la seconde phase, celle de l'acceptation de son nouveau statut et de *l'identification à un groupe collectif, qui sera valorisé au fur et*

à mesure que lui-même se revalorise. En effet, la différenciation et les injonctions faites à lui-même pour retrouver son ancien statut, ne pouvaient déboucher directement sur une sortie de la situation de désinsertion dans laquelle il se trouvait.

En dépit de ses ressources professionnelles – une qualification et des diplômes, l'expérience de trente-cinq ans d'activité –, il était en situation de rupture grave, matérielle, sociale et psychologique : pas de ressources financières, pas de logement, pas de liens familiaux ou amicaux, pas d'autre reconnaissance sociale que celle de RMIste ou d'« adulte handicapé ». La première phase du processus, celle qui enchaîne dépression-impuissance-résistance-dépression, et qui durait déjà depuis deux ans, aurait pu se poursuivre encore, entraînant des dégradations physiques et psychologiques durables difficilement réversibles. Son acceptation du statut de RMIste dans le cadre de l'association représente donc l'entrée dans une deuxième phase de son itinéraire.

Dans la plupart des cas que nous avons analysés précédemment, l'acceptation d'un statut négatif et l'identification à un groupe stigmatisé, correspond à une des étapes ultimes de la désinsertion. Elles signifient le plus souvent l'intériorisation de la dévalorisation, l'abandon des normes antérieures, ou la production de contre-normes qui valorisent l'anomie et conduisent à la résignation et à l'installation dans la situation. Dans le cas de Joseph, le cadre et les circonstances de cette acceptation de statut débouchent au contraire sur des stratégies de sortie plutôt que sur la passivité : il prend appui sur l'institution et sur son identité d'assisté pour pouvoir s'en dégager. Joseph dit ne pas avoir honte d'être RMIste, mais ne parlait à personne de sa situation. Sa famille, son ancien milieu, il « n'attend plus rien d'eux. J'ai eu du mal à prendre cette position, ça m'a pris plusieurs années, maintenant ça y est. C'est

comme ça ». Aujourd'hui, il s'est construit une autre identité, structurée autour de son activité à l'association d'insertion, par laquelle il se réinsère lui-même. En dépit de son opinion sur le RMI, il ne fait plus mystère de son état de RMISTE, au contraire, il s'en sert pour se faire reconnaître des autres RMISTES, pour légitimer son autorité. Il se sent, ou il dit, faire partie du même corps. Il a le même label, ou le même stigmaté. « Non, il n'y a pas de honte. C'est une prise de conscience d'une réalité. Quand on devient RMISTE après avoir eu un passé, on réalise que ce passé, ça n'intéresse personne. Il y a une acceptation de la chose, et puis la volonté de survie. Je vous disais tout à l'heure que j'attaquais mes gars en disant : "Tu es RMISTE, mais moi aussi." Ils acceptent plus facilement de moi que je les dirige, plus facilement que d'autres personnes de l'association qui sont retraitées ou préretraitées. Moi je fais partie du même corps. J'ai le même label. »

Dans cette relation, à travers l'identité collective, se met en place un processus de revalorisation réciproque. En disant à ses gars : « Regardez, je suis comme vous, vous pouvez faire comme moi », Joseph se donne à voir comme exemple, en montrant que le RMI peut n'être qu'un passage entre deux moments de la vie, et qu'on peut en sortir. En même temps, il utilise son appartenance au groupe des RMISTES pour asseoir sa légitimité et augmenter l'efficacité de son action. La négativité de son statut s'inverse pour devenir une ressource, un atout que Joseph peut utiliser pour mobiliser les autres RMISTES et atteindre des objectifs valorisés par l'association. Mais se donner en exemple ne peut être opératoire que si Joseph se place comme étant semblable aux autres. Il ne peut être revalorisé que si le processus de revalorisation réciproque fonctionne. Les succès qu'il obtient – il dit avoir réussi à placer soixante-dix personnes – lui montrent à lui-même que l'on peut effectivement

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Tous ces mécanismes visent à éviter la blessure narcissique, à se dégager de la responsabilité de la situation qui produit de la honte, et à restaurer l'estime de soi menacée par la stigmatisation ; soit en se rattachant à un système de normes et à un groupe qui valorise ce qu'on est et ce que l'on fait, soit en créant d'autres systèmes, inverses du système dominant, dans lesquels le négatif devient positif.

Cependant, la contestation de la légitimité de l'image négative de soi renvoyée par l'autre, et la revalorisation de l'identité dépendent des ressources identitaires, relationnelles et culturelles sur lesquelles le sujet peut s'appuyer.

Distanciation et dérision

L'humour et la dérision constituent une stratégie minimale, utilisée le plus souvent en complément ou en alternative avec d'autres. Tout d'abord, tourner en ridicule sa propre situation permet de prendre une certaine distance avec soi-même, et récupérer une part de maîtrise des faits. Mais, surtout, la dérision atteint, à travers l'image de soi stigmatisée, le système de valeurs qui l'a instituée, elle sape avec efficacité la légitimité du regard de l'autre, et le caractère sacré, intangible des valeurs dominantes. À mi-chemin entre les réactions défensives et les mécanismes de dégagement, la dérision peut induire aussi bien des comportements de cynisme ou de surenchère autodestructeurs que des réactions constructives de révolte.

Inversion du sens et insertion dans les marges

L'inversion du sens normatif accordé à un comportement permet de faire certaines choses réprouvées socialement tout en conservant l'estime de soi, et de résister ainsi à l'intériorisation de la stigmatisation. Ce qui est désigné comme négatif par le système de valeurs dominant est posé comme positif. Par exemple, la marginalité est décrite comme une forme positive de liberté ; le vol est situé, sur l'échelle des valeurs, au-dessus de la mendicité ou de l'aide publique, jugés dégradants ; la prostitution apparaît préférable à la charité, la délinquance est une façon adroite et courageuse de gagner sa vie...

Ainsi, Marie-Jo se résigne à recourir à la prostitution parce qu'elle est incapable de tendre la main pour mendier, Maurice préfère voler que demander le RSA, Jean-Pierre établit une hiérarchie de valeurs dans laquelle le vol, la vente de drogue, la prostitution, le meurtre, la manche et l'assistance s'ordonnent de façon très personnelle.

Marie-Jo tire de la fierté de ne pas avoir mendié, d'avoir tout fait pour éviter cela, Maurice d'avoir refusé ce qu'il considère comme une charité publique (le RSA). Jean-Pierre est fidèle à sa propre échelle de valeurs : il a résisté au vol facile du sac d'une vieille dame. Mais cette valorisation partielle n'est possible qu'en contestant l'échelle de valeurs du système, qui stigmatise le vol ou la prostitution, et qui leur propose au contraire d'accepter une aide qui a toutes les apparences de la mendicité. Maurice fait référence à un code familial de l'honneur qu'il applique à sa manière, et pour lequel l'honnêteté a moins d'importance que l'autonomie (se débrouiller sans rien demander à personne), et la justice (ne voler qu'aux riches).

Lorsque l'inversion du sens est le résultat d'une démarche individuelle, le socle sur lequel repose le contre-système de valeurs (la référence à une éducation reçue ou à des convictions personnelles) est trop vulnérable pour pouvoir résister

totallement à la pression du système dominant. L'adoption d'un système de valeurs propre, qu'on s'efforce de respecter, permet de préserver une part de l'estime de soi, mais, au fond d'eux-mêmes, Maurice, Marie-Jo ou Jean-Pierre sont convaincus que le vol ou la prostitution, s'ils sont préférables à la mendicité, ne sont pas cependant la meilleure façon de gagner sa vie. Ils savent que les autres réproouvent leur conduite, et fuient les occasions de subir la réprobation. Ils restent isolés, prisonniers de leur nécessité de « ne rien demander à personne », pour ne subir le jugement de personne.

La situation est différente lorsque le contre-système de valeurs est partagé par un groupe ; dans ce cas on peut parler d'une intégration véritable au sein de ce groupe – bande, gang, clan ou secte –, même si cela représente une intégration dans les marges plutôt que dans la société globale. Il se constitue ainsi des sociétés en marge produisant leur propre idéal social, idéal qui récuse les normes dominantes et se réfère à une contre-culture.

Chez les jeunes des quartiers défavorisés, l'inversion du sens transforme la délinquance en « débrouille », c'est-à-dire en action résultant de la gestion des contraintes extérieures (le chômage, la mauvaise scolarité, la discrimination à l'emploi pour les enfants d'immigrés). Cette débrouille est valorisée, ou en tout cas admise par une part importante du groupe (au sein des pairs tout d'abord, mais souvent aussi par la famille et par le quartier). Elle représente un des moyens de survie sociale – voire de sortie de la pauvreté pour un certain nombre –, et par là induit une forme d'intégration sociale (intégration locale, dans le quartier, mais aussi intégration économique, à travers les échanges, la consommation, les activités rémunératrices, illégales ou légales) au sein d'un groupe qui dispose de son système de valeurs, son tissu social, ses modèles identificatoires

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

les autres mais on n'avait jamais les mêmes notes [...]. Je suis partie de ce lycée et quand j'ai passé mon bac français, j'ai eu de très bonnes notes ; je suis allée voir ce professeur et je lui ai lancé le carnet à travers la figure. Il l'a pris, il l'a lu, et le mec, il est vraiment devenu vert. Voilà ce que j'en ai fait de l'humiliation. À partir de ce moment-là, bien, cette humiliation, je n'y ai plus pensé. Ça a été réglé. »

Gérard s'étonne que son frère, interne dans le même collège suisse « pour enfants riches », ait vécu cette situation avec une telle sérénité, alors que lui-même le vivait dans la honte de ses origines : « Mon frère, c'était l'enfant... enfin, c'était l'aîné, ça change tout. Quand je lui dis que j'avais honte de mes parents, il ne comprend pas du tout. C'est vraiment quelqu'un tourné sur les autres, sur la jouissance des choses. »

Victoria, comme Sarah, est consciente de la force qui est en elle : la honte, en fait, c'est de reconnaître à l'autre le droit de décider de ce que vous êtes. « Moi, je n'ai pas honte, ça m'énerve, ça me met en colère. [...] Je crois que si j'ai pu faire ça, c'est parce que j'avais une structuration. Tant mieux si elle a été forte et si j'ai pu passer sans honte un certain nombre de choses, ne pas m'enfermer... Mais si l'on ne l'a pas, on fait quoi avec ? »

En effet, que peut-on faire lorsqu'on n'a pas eu la chance, quelle que soit la classe sociale où l'on est né, de pouvoir s'appuyer sur une identité collective forte, ou sur une identité individuelle structurée par des valeurs bien intégrées ?

Que peut-on faire lorsque l'on naît, non seulement pauvre, mais peu ou mal aimé, confronté tôt à des conflits affectifs violents, dans une famille culturellement appauvrie ? Les récits de ceux qui « s'en sont sortis » montrent l'influence déterminante d'une personne, ou d'une relation, qui redonnent confiance en soi. Pour Bernadette, c'est l'amitié d'un couple de

militants communistes, qui l'aideront à situer son sentiment d'infériorité dans un processus social et historique qui la déculpabilise. Pour Karim, c'est le soutien d'une vieille dame juive, puis celle d'un professeur de français. Pour Jean-Claude, c'est la rencontre de professeurs attentifs et l'investissement dans le scoutisme...

Retrouver l'estime de soi dans des relations individuelles et des actions collectives

Le besoin d'établir une relation valorisante apparaît souvent dans les entretiens. Abdel est soutenu par l'idée qu'il est utile à d'autres, qu'il sert d'exemple. Joseph tire la force chez les autres assistés qu'il forme parce qu'il fait avec eux un travail efficace, mais aussi parce qu'il s'insère dans des réseaux de relations affectives (cf. chap. 11).

La revalorisation de l'image de l'individu peut passer aussi par celle du groupe auquel il s'identifie ; c'est particulièrement pertinent dans le cas des groupes stigmatisés pour lesquels il existe peu de possibilités de « sortie » individuelle. Dans le cas des chômeurs, des précaires, ou autres individus globalement stigmatisés, cette revalorisation peut se réaliser de deux façons : par la contestation des traits négatifs assignés au groupe, ou par la contestation radicale de la légitimité du système normatif qui a institué l'infériorisation.

Les handicapés par exemple cherchent à modifier le regard des autres sur eux, à réduire le rejet ou le dégoût que les personnes qui sont dans la norme attachent à l'image des handicaps physiques. L'un des objectifs des championnats sportifs, ou des Olympiades pour handicapés, est bien celui-là,

explicitement exposé par les organisateurs. « Il fallait attirer le public, l'amener à regarder les handicapés, les conduire à les voir sans dégoût ni peur, comme des êtres humains comme les autres, et à valoriser leur image » (président de l'association Handicap sans frontières). Il y a là une double démarche : contester la négativité attachée aux handicaps physiques et *valoriser* l'image collective, et contester le système de valeurs qui exclut les handicapés de la vie sociale normale en faisant *reconnaître* l'existence d'un groupe social qui a sa place et son rôle dans la société globale.

Certaines des actions des chômeurs poursuivent les mêmes buts. Le premier objectif des associations de chômeurs à leurs débuts était bien, en un premier temps, d'attirer l'attention sur les chômeurs, pour accéder au statut d'acteur social et d'interlocuteur possible. L'occupation des bureaux de Pôle emploi, par exemple, est une « provocation destinée à briser le silence et l'indifférence, [...] trouver des moyens pour qu'on entende la voix des chômeurs et que l'on parle de nous¹⁶ ». Le deuxième objectif, plus difficile peut-être, était de revaloriser l'image collective du chômeur, ou plutôt de donner un sens social à la notion de « chômeur », qui puisse réduire la culpabilisation qui colle à la peau de ceux qui ont perdu leur emploi.

Culpabilisation et dévalorisation constituent des entraves à l'action sociale collective, non seulement parce que les acteurs n'ont pas confiance en leur capacité d'action, mais parce qu'ils répugnent à se reconnaître dans une identité collective négative, et à se faire connaître à travers elle. La honte de se voir semblable à ceux qui sont méprisés, et que l'on méprise soi-même, empêche de s'unir pour agir ensemble. Mais lorsque la honte est transformée en colère et en révolte, c'est dans l'action

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

intégrité psychique. La honte a ici une importance centrale.

Ces réponses des individus, utilisées successivement ou conjointement, viennent se cumuler pour accompagner et accélérer le processus de désinsertion. Elles induisent des attitudes d'évitement et de retrait qui conduisent à l'appauvrissement du tissu relationnel et à l'isolement social. Elles sont également marquées par l'absence ou le rejet d'une identité collective. Les membres du groupe antérieur sont évités, par honte de montrer ce qu'on est devenu et d'avoir à demander de l'aide. Les membres du nouveau groupe – les chômeurs, les pauvres, les SDF, les assistés – ne sont pas reconnus comme des semblables car le sujet répugne à se voir dans le miroir pitoyable qu'ils représentent.

D'ailleurs, l'identification à un groupe dévalorisé n'apporterait pas un grand bénéfice aux individus. Même lorsque l'intériorisation de l'image négative est accomplie, et que le sujet se reconnaît dans la catégorie sociale qu'on lui assigne comme chômeur, assisté ou sans domicile fixe, on n'assiste pas à la production d'une nouvelle identité de groupe. Parallèlement, l'absence d'espoir dans un avenir meilleur, l'absence de projet bloquent toute possibilité d'action collective. En effet, la fonction des identités collectives est de fournir aux individus d'un groupe un modèle d'identification valorisant, des réseaux de solidarité, un projet d'avenir. Or, les figures du chômeur, du précaire ou de l'exclu offrent les modèles dévalorisants du citoyen inutile à la société, sans avenir et sans place.

Catherine se reconnaît appartenir – ou n'est-ce pas plutôt en être captive ? – à « la pègre, la médiocrité, la prostitution, voilà le beau milieu auquel j'appartiens ». Elle tente cependant de réhabiliter ce milieu, de trouver des qualités auxquelles elle puisse s'identifier : « Finalement, il y a de tous les milieux dans

la vie et celui-là n'est pas toujours le plus dégueulasse... bien au contraire ! J'ai rencontré des gens les plus sensibles et charmants... » Mais : « C'était ce court réveil avant de resomber dans l'éternel chaos qui semble me convenir le mieux celui-là, avec mon éternel complexe d'infériorité. » L'intériorisation d'une image négative a donc des effets tout aussi destructeurs que l'évitement, car elle est associée à la résignation, à l'abandon de tout espoir de s'en sortir, ou, pire, à la surenchère destructrice et au besoin morbide de toucher le fond.

Les individus se trouvent pris dans un engrenage qui prend alors la forme d'un destin social. Comment, par quels processus de rupture, peut-on sortir de ce que les travailleurs sociaux appellent la « spirale du malheur » ? Dans tous les récits de trajectoires plus ou moins ascendantes, un événement, une rencontre sont à l'origine du sursaut qui permet de se reprendre, et de réamorcer un mouvement de revalorisation de soi. Pour certains, l'événement-choc sera de réaliser qu'ils vont atteindre une limite qu'ils ne peuvent pas assumer, celle de la mort, physique ou sociale, qu'ils ont vue dans l'image spéculaire d'un autre pauvre, plus bas qu'eux-mêmes. Pour d'autres, ce sera une rencontre avec un individu, ou une institution qui redonne confiance en soi, qui sera demandeur des compétences sociales oubliées et donnera à nouveau un sens et une valeur sociale à l'existence.

Contraintes sociales et stratégies individuelles

Les récits de Simone, Abdel ou Maurice, de Marie-José, Denise, Joseph et les autres, indiquent qu'il existe une dialectique permanente entre le poids de l'histoire familiale, les déterminations sociales et l'action du sujet dans sa tentative pour garder une certaine maîtrise sur sa vie.

Les facteurs sociaux et familiaux pouvant déclencher, ou renforcer, le processus de désinsertion ont été évoqués longuement tout au long de cet ouvrage : difficultés à trouver un emploi, ruptures familiales, formation insuffisante, faiblesse des revenus, milieu familial éclaté, dévalorisation identitaire... Mais bien que le cumul de ces éléments ait évidemment un effet aggravant, le mécanisme de la désinsertion ne se réduit pas à une simple addition de handicaps. Les histoires des trajectoires sociales ont montré, dans leur diversité, comment chaque facteur avait un effet différent suivant le moment où il intervenait, suivant les facteurs autres auxquels il était associé et enfin suivant la manière dont le sujet réagissait.

L'analyse de ces trajectoires individuelles a permis de mettre en lumière des logiques personnelles, des types d'économie psychique qui président à la mise en acte de comportements qui apparaissent parfois comme inadaptés, y compris au sujet lui-

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'apporter ainsi des réponses qui sont de plus en plus décalées face à la demande sociale.

À cette rationalité institutionnelle, s'opposent les logiques existentielles de *sujets* qui comprennent mal pourquoi les institutions chargées de les aider les traitent comme des objets, et qui expriment une sensibilité particulière à la relation interpersonnelle qui s'établit avec les agents avec lesquels ils sont en contact. Les attentes subjectives énoncées dans les récits de vie sont multiples. Chaque « cas » est singulier. Les parcours de la désinsertion sont jalonnés par les mêmes épreuves mais dans des configurations particulières qui déterminent des attentes spécifiques. Les exemples qui suivent illustrent cette polysémie des demandes et des rejets, des déceptions et des succès, des espoirs et des frustrations vécues dans les rapports aux institutions.

Alain : l'opposition entre le projet institutionnel et le projet de vie

Rappelons quelques éléments de la vie d'Alain évoquée au chapitre 6 et les péripéties qui ont marqué son rapport aux institutions. Alain souhaite faire du théâtre mais à plusieurs reprises les institutions auxquelles il s'adresse lui signifient que son projet est « trop ambitieux ». Alain, comprenant que sa demande se situe hors normes, modifie son approche des institutions et se met « à jouer les misérables ». Il demande alors une aide en dissimulant son véritable projet et en « s'adaptant » à l'identité qui lui est assignée. Il recevra l'allocation pendant six mois avant de retrouver un emploi dans le théâtre.

Alain a de nombreux atouts : héritage identitaire familial

positif, sûr de son image sociale, inséré dans un tissu relationnel dense, habitué à négocier avec les institutions. Ce qu'il demande, c'est que les travailleurs sociaux l'écoutent et qu'ils croient à son projet comme lui y croit. Il veut qu'on reconnaisse sa situation comme transitoire et non définitive. Il souhaite que son expérience professionnelle soit prise en considération et que l'on valorise ses qualités. Mais la distance entre ces deux « points de vue » est si grande que la communication et l'échange ne peuvent s'installer. Il y a là deux mondes qui s'opposent. Pour réduire l'écart et obtenir satisfaction, il est amené à jouer un personnage dans lequel il ne se reconnaît pas. Pour s'adapter au fonctionnement des institutions il doit rabaisser son ambition et souffrir l'humiliation d'être traité « comme les autres ». Il se trouve invalidé sur ce qui fonde son insertion. On lui demande de faire autre chose, d'être quelqu'un d'autre. Le dispositif d'aide se transforme ici en dispositif d'exclusion ou pour le moins diffère considérablement le moment de la réinsertion d'Alain.

Cette histoire illustre la contradiction fondamentale qui existe entre la logique des institutions et les attentes individuelles. Les institutions édictent des normes et des critères de l'insertion dont l'accès est balisé par des étapes et des niveaux à franchir. Alain n'est pas animé par un projet d'insertion mais par un *projet de vie*. Cette différence de regard porté sur la notion de projet l'amènera dans un enchaînement de relations conflictuelles jusqu'à ce qu'il adopte une posture ajustée aux capacités d'action des institutions.

François : un malentendu fondé sur l'opposition des systèmes de références

François, âgé de quarante-sept ans, est issu d'une famille d'agriculteurs. Dès douze ans il porte les sacs de grains pour aider sa famille. Comme il est intelligent, son père le pousse à faire des études supérieures, école dentaire puis médecine, alors qu'il souhaite être danseur ou acteur. François ne terminera jamais ses études, il échouera en cinquième année. Son père se désintéresse alors de lui. Son parcours professionnel est marqué par une grande instabilité et une régression progressive : il commence par des postes équivalents à ingénieur pour finir manutentionnaire en passant par chef de chantier. Il boit depuis l'âge de vingt-cinq ans, et entretient un rapport compliqué avec les femmes comme avec le travail. Il ne comprend pas pourquoi ses collègues ne sont pas aussi travailleurs que lui. Il veut être reconnu, considéré, valorisé pour le travail qu'il fait.

Lorsque son parcours devient chaotique, il s'adresse aux entreprises d'intérim. Mais il se sent toujours déclassé car les propositions qu'on lui fait sont en deçà de ce qu'il estime savoir faire. Les conflits les plus forts se manifestent auprès de Pôle emploi. Là où François pense faire preuve de dynamisme en mettant en avant la longue liste des emplois tenus, il se voit en fait jugé comme un individu instable. Il n'admet pas ce point de vue, et plutôt que de négocier ou s'expliquer, il préfère ne plus retourner à Pôle emploi et se débrouiller par lui-même.

François se perçoit donc comme un homme courageux, et capable ; il se représente son parcours professionnel comme un parcours valorisant qui fait de lui un homme de qualité, aux compétences diversifiées, aux capacités d'adaptation, n'hésitant pas à être mobile quand c'est nécessaire. Il est persuadé qu'il renvoie de lui-même et à autrui une image sociale valorisée ; il a fait la preuve de capacités professionnelles multiples et d'insertion dans différents milieux. Or l'institution, en le qualifiant « d'instable », invalide toutes les valeurs que François

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Derrière le mal-être des usagers des services sociaux, s'exprime la peur de perdre son autonomie, d'avoir besoin d'une aide, de devoir se soumettre aux normes institutionnelles. « On n'ose pas demander », dit Léon. En fait, cette demande est humiliante parce qu'elle oblige le sujet à s'avouer à lui-même et à montrer aux autres qu'il n'est plus autonome. L'*a priori* négatif qui domine dans le rapport aux institutions, du moins dans un premier temps, peut évoluer positivement. Ces mêmes interviewés qui critiquent le caractère bureaucratique des institutions, peuvent évoquer avec chaleur telle ou telle personne auprès desquelles ils ont trouvé une écoute, un soutien, une revalorisation, surtout lorsqu'ils sont reconnus comme capable d'apporter une contrepartie à l'aide reçue.

Il y a là une grande différence entre les institutions de type bureaucratique vécues comme normalisantes, et les associations dans lesquelles les permanents, comme les usagers, peuvent prendre des initiatives, établir un contact qui n'est pas totalement canalisé par des procédures et des règles préétablies. Les contradictions entre les logiques des institutions et les demandes existentielles dépendent donc fondamentalement du fonctionnement des institutions, nous reviendrons sur ce point essentiel. Mais le rapport aux institutions varie également en fonction de l'histoire familiale, de l'appartenance ou non à des réseaux sociaux, de la façon dont on vit sa désinsertion et la relation d'aide, de la nature de la demande, et de la qualité de la relation qui s'instaure avec les agents contactés.

Plusieurs récits relatent les péripéties et les démêlés de la famille dans le rapport aux institutions. À travers ces histoires se constituent des préjugés sur ce que l'on peut en attendre. Parmi les *a priori* négatifs sont évoqués l'impuissance des institutions à apporter une aide, l'idée qu'il faut se soumettre à des contrôles sévères ou encore que seules les revendications agressives

aboutissent. Mais il y a aussi des attentes positives en particulier lorsqu'un proche a bénéficié d'un accueil chaleureux et efficace ou lorsqu'on a soi-même été aidé dans une situation difficile.

Ces présupposés déterminent des attentes, bien que celles-ci puissent changer en fonction de l'expérience : certains se disent agréablement surpris de la qualité des échanges alors qu'ils s'attendaient à un rejet ; d'autres à l'inverse, se trouvent confirmés dans l'idée qu'il n'y a rien à attendre et qu'il vaut mieux se débrouiller par soi-même. Les enfants jouent ici un rôle essentiel. Il est toujours plus facile de demander pour un autre que pour soi-même. Les mères de famille sont dans l'ensemble moins réticentes et plus disposées à demander une aide institutionnelle.

Les traditions familiales et culturelles sont déterminantes. Pour certains, la demande d'aide est vécue comme une déchéance radicale, comme le signe tangible de la chute. L'essentiel est de ne rien demander, de s'en sortir seul, de ne rien devoir à personne. C'est en particulier le cas pour les familles paysannes habituées depuis toujours à ne compter que sur elles-mêmes. Dans les familles urbaines qui ont côtoyé depuis longtemps des travailleurs sociaux et fréquenté les institutions de quartier (centre social, CCAS, club de prévention, service social...) ou pour ceux qui ont été placés dans leur enfance, le rapport aux institutions est banalisé. Elles font partie de leur environnement et leur contact n'est pas obligatoirement vécu comme une faiblesse, une dépendance insupportable ou une tare. Le rapport aux institutions fait partie de la « culture du quartier » et de l'histoire familiale. Les usagers parlent entre eux des aides qu'ils reçoivent, des procédures à suivre. Ils se donnent des conseils, se transmettent des informations, indiquent la marche à suivre, le nom des interlocuteurs à contacter et en particulier de ceux qui sont

compréhensifs et accueillants...

Nous l'avons vu dans l'analyse des réactions à la désinsertion, la médiation du collectif permet d'éviter le repli sur soi et de combattre le sentiment de honte qui est plus facilement intériorisé lorsque l'individu est isolé. Le fait de voir autour de soi les gens rencontrant les mêmes difficultés conduit à penser qu'elles ne sont pas dues à soi-même, mais à des causes externes.

Le vécu de la désinsertion a une incidence importante sur la façon d'aborder les institutions. Les « victimes » qui pensent que la société est responsable de leurs problèmes, ont tendance à être plus exigeantes et revendicatives vis-à-vis des institutions dont elles attendent qu'elles « réparent » les fautes du système social. Dans cette optique, elles acceptent mal d'avoir à attendre une réponse, de faire la preuve du bien-fondé de leur demande, d'être renvoyées de service en service, d'avoir à répondre à des questions qui n'ont pas de rapport direct avec leur demande. Elles sont plus critiques vis-à-vis du fonctionnement des services d'accueil et dénoncent facilement le caractère bureaucratique des institutions face auxquelles elles se sentent impuissantes et captives.

À l'opposé, les « responsables » qui se vivent comme fautifs de leur désinsertion, sont plus soumis. Ils acceptent les institutions telles qu'elles sont et trouvent « déjà pas mal » d'obtenir une aide. Le sentiment qu'ils ne la « méritent pas » les conduit à penser qu'il serait normal que leur démarche échoue. Ils craignent de faire perdre du temps à ceux qui s'occupent d'eux et considèrent l'aide obtenue comme un cadeau exceptionnel.

Le plus souvent, les « victimes » sont sur le registre de la demande (voire de la revendication) de l'application d'un droit, alors que les « responsables » viennent solliciter une aide. Nous

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'un cadre bien particulier qui est thérapeutique. Le rapport entre un individu et une institution est d'une autre nature.

La relation entre un usager et le personnel d'une institution n'est pas seulement un rapport interpersonnel. Elle est surdéterminée par les logiques d'actions qui caractérisent le fonctionnement de l'organisation. Ces « logiques » s'inscrivent dans des normes, des règles, des procédures et des « habitus » qui s'imposent aux acteurs, quelle que soit par ailleurs la qualité de leur écoute et de leur empathie. La notion de logique d'action rend compte du phénomène selon lequel les agents, dans une organisation, sont soumis à un ensemble de pressions organisées, structurées indépendamment de leurs intentions ou d'un plan préétabli : elles s'imposent du fait d'une cohérence interne comme des déterminations. Il est donc « logique », du point de vue des acteurs, de se comporter ainsi.

L'absence de prise en compte par la psychanalyse de la dimension sociale du transfert et des effets de pouvoir qui surdéterminent la relation thérapeutique a été soulignée par maints auteurs, en particulier par R. Castel dans *Le psychanalisme* (1973). En conséquence, les notions de transfert et de contre-transfert doivent intégrer la compréhension des enjeux sociaux, et en particulier des logiques d'action et des enjeux de pouvoir qui surdéterminent toute relation humaine.

La notion de *contre-transfert institutionnel* désigne la nécessité pour tout intervenant social, qu'il soit élu politique, chercheur, professionnel de l'action sociale, urbaniste, gestionnaire ou agent administratif, de se questionner sur les effets de ses représentations et de ses pratiques vis-à-vis des individus et des groupes qu'il est censé représenter, observer, aider, aménager, gérer, administrer, éduquer, traiter, etc. Le rapport à l'institution est à la fois un rapport intersubjectif – et on doit ici analyser les processus d'identification, de projection,

de rejet, d'ethnocentrisme – et un rapport social, donc un rapport de pouvoir qui conduit chaque acteur à construire une représentation des autres conforme à ses intérêts.

C'est l'ensemble de ces processus, ces jeux de représentations croisées et de perceptions réciproques et les logiques qui les sous-tendent qui sont au fondement du contre-transfert institutionnel.

On a vu précédemment combien les institutions sont critiquées et suscitent l'ambivalence. On a vu également combien elles sont nécessaires et même vitales dans certains cas, et combien leur rôle peut être décisif pour arrêter le cycle de la désinsertion et amorcer un processus de réinsertion. Quelles sont les conditions pour établir un transfert positif de la part des usagers ? Quels sont les obstacles et les résistances du côté des institutions pour leur répondre ? L'analyse du contre-transfert institutionnel doit permettre de répondre à ces deux questions.

Les conditions d'un transfert positif

La demande des usagers a plusieurs aspects qui correspondent aux différentes dimensions que nous avons retenues pour définir la désinsertion :

- sur le plan économique, la demande est de l'ordre de la nécessité : avoir les ressources minimales pour assurer la survie ;
- sur le plan professionnel, il s'agit d'obtenir un emploi, une formation, une activité qui permette de « renouer » avec ce que le travail représente comme vie sociale, comme activité structurante, comme support identitaire et comme source de revenu ;
- sur le plan relationnel sont attendus un contact, un lien,

une écoute, une compréhension, une empathie, la possibilité d'un échange ;

– sur le plan symbolique sont attendus une reconnaissance, une considération et du respect.

Face à ces attentes multiples, les usagers sont souvent déçus. Lorsqu'on est démuni, on a souvent le sentiment que l'autre peut tout. L'impuissance à répondre peut alors être interprétée comme un refus. Le rapport aux institutions est parfois vécu sur le mode affectif, comme l'enfant qui pense que ses parents peuvent tout lui accorder, ou à l'inverse tout lui retirer. Dans ce cas, l'individu comprend mal qu'on ne réponde pas immédiatement à sa demande.

La déception vient aussi de la difficulté à répondre sur les plans relationnel et symbolique. Demander, c'est humiliant. C'est se mettre en position de dépendance. À tort ou à raison, on se sent diminué, rabaissé lorsqu'on a besoin de l'autre et que l'on vient lui demander une aide. En conséquence, c'est toujours la nécessité qui conduit à faire appel aux institutions d'aide, et cet appel est le symptôme d'une souffrance sociale qu'il convient de comprendre. Comprendre la situation concrète, mais comprendre également les stratégies de réponses face aux difficultés rencontrées. Il faut admettre que la désinsertion est une souffrance face à laquelle les individus ont besoin de se défendre. Et lorsqu'on leur reproche, implicitement ou explicitement, de se comporter ainsi, on les met dans une situation de vulnérabilité plus grande.

La dénégation, l'agressivité, la fuite de la réalité, la résignation, les conduites d'échec, l'alcoolisme, sont autant de moyens pour supporter des conditions de vie qui se dégradent et la dévalorisation narcissique qui l'accompagne. Ces conduites sont difficilement acceptables de la part de l'entourage et des agents institutionnels. Elles doivent être prises pour ce qu'elles

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

est perçu comme perturbateur. La rationalité des moyens prend le pas sur la finalité de l'institution ; la logique du dossier l'emporte sur la considération de la personne ; la logique de l'aveu et de la normalisation prend le pas sur l'écoute et l'altérité ; le traitement quantitatif l'emporte sur le qualitatif ; les logiques d'adaptation, d'assistance et de dépendance dominant au détriment de la reconnaissance, de la solidarité et de l'autonomie (Gaulejac, 2009).

Il y a un décalage profond entre les représentations que les usagers se font de leur insertion en termes de « projet de vie » et les représentations des professionnels qui attendent un projet planifié avec des étapes, des engagements, une ligne directrice. En fin de compte, c'est l'institution qui décide « si l'insertion est correcte ou pas ». Dans le contrat d'insertion qui accompagne le versement du RSA, c'est avec son référent qui, à la suite d'une discussion, conçoit le plan et le présente à la commission locale d'insertion. La responsabilité finale revient donc au professionnel qui en fixe les termes. On glisse ainsi insensiblement des attentes de l'utilisateur à une analyse des possibles pour le réduire à ce qui semble faisable. Ce glissement, qui peut apparaître « réaliste » et raisonnable, a plusieurs conséquences²² :

- il évacue tout ou partie des aspirations de l'utilisateur ;
- il est centré sur la « solution » en évacuant l'écoute du problème ;
- il conduit à n'écouter dans le discours de l'utilisateur que ce qui peut être reformulé dans des termes institutionnels.

Le « projet » que l'on demande à l'utilisateur est en définitive réduit au « programme » que l'institution est capable de lui offrir. On pousse l'utilisateur à faire preuve de réalisme, puis de modestie, puis de soumission. Il lui faut accepter de réduire le

possible au probable et le probable aux réponses institutionnelles. Ces glissements successifs l'amènent à adapter sa demande à l'offre institutionnelle alors que c'est l'inverse qui devrait prévaloir.

L'analyse du contre-transfert institutionnel consiste à transformer ces « logiques » institutionnelles par une intégration systématique du point de vue des usagers non seulement sur la « qualité » du service rendu mais surtout sur la gestion des organismes et des équipements.

Les difficultés que rencontrent les associations d'usagers et de chômeurs à se faire entendre, à être reconnus et à obtenir des moyens, montrent l'ampleur du chemin à parcourir. Seuls une démocratisation du fonctionnement des institutions et un rééquilibrage du pouvoir entre les usagers et les professionnels permettraient d'opérer un changement significatif.

L'inversion du rapport sujet/objet dans les relations d'aide

Une histoire fondatrice des *Compagnons d'Emmaüs* illustre parfaitement le caractère déterminant de la relation sur l'aide. L'abbé Pierre est appelé un soir auprès d'un homme dans la misère qui vient de faire une tentative de suicide. Après vingt ans de prison, cet homme se retrouvait seul, sans famille, sans ami, malade, sans ressources et sans logement. Devant ce dénuement, l'abbé Pierre raconte : « J'ai fait le contraire de la bienfaisance. Au lieu de dire : "Tu es malheureux, je vais te donner un logement, du travail, de l'argent", les circonstances m'ont fait dire le contraire. » Ce soir-là, l'abbé Pierre n'avait effectivement rien à donner. Criblé de dettes, surchargé de

travail, fatigué par sa tâche de député et la gestion de son auberge d'accueil, il inversa la situation et demanda à cet homme de l'aider : « Toi, puisque tu veux mourir, tu n'as rien qui t'embarrasse... Tu ne voudrais pas me donner ton aide pour aider les autres ? »

Cet homme deviendra un compagnon d'Emmaüs et dira plus tard à l'abbé Pierre : « N'importe quoi que vous m'auriez donné, j'aurais recommencé à me tuer parce que ce qui me manquait, ce n'était pas seulement de quoi vivre, c'était des raisons de vivre » (Bergier, 1992).

Il s'agit là d'une parabole. Le mouvement Emmaüs est une institution soumise aux mêmes contradictions que les autres. Mais cette histoire révèle une contradiction au cœur de la relation d'aide : comment aider sans mettre en dépendance ? Comment aider celui qui « est dans le besoin » sans le diminuer ? Comment demander une aide sans se sentir soi-même diminué, sans perdre sa dignité ? Quelle réponse apporter à quelqu'un qui est dans une situation de désinsertion totale ?

La réponse de l'abbé Pierre est inédite. Il propose de « faire comme lui ». Il abolit la distance en ouvrant une possibilité d'identification et de réciprocité. Il le reconnaît comme sujet capable de devenir un acteur. Il le sort de son impuissance en lui proposant des moyens d'agir. Il lui donne de surcroît une raison d'espérer.

Les témoignages recueillis dans cet ouvrage concordent tous sur ce point. Face à la désinsertion, l'essentiel n'est pas seulement de trouver un emploi et des ressources, mais aussi de rétablir des relations qui soient le support d'une reconnaissance symbolique et le chemin pour retrouver une identité sociale.

20. Contre-transfert : « Ensemble des réactions inconscientes de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Des mêmes auteurs

Vincent de Gaulejac

La névrose de classe, Hommes et Groupes, 1987.

L'ingénierie sociale (en collaboration avec M. Bonetti et J. Fraisse), Syros, 1989.

Le Coût de l'excellence (en collaboration avec N. Aubert), Seuil, 1991.

Les sources de la honte, Desclée de Brouwer, 1996 ; Points Essai, Seuil, 2011.

L'histoire en héritage. Roman familial et trajectoire sociale, Desclée de Brouwer, 1999 ; Édition de Poche, Payot, 2012.

La société malade de la gestion, 2005, Seuil, coll. « Points Économie », 2009.

Qui est "JE" ? Sociologie clinique du sujet, Seuil, 2009.

Travail, les raisons de la colère, Seuil, 2011.

Intervenir par le récit de vie, ÉRÈS, 2012 (ouvrage collectif).

La recherche malade du management, Quae, 2012.

La sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques, ÉRÈS, 2012 (ouvrage collectif).

Manifeste pour sortir du mal-être au travail, Desclée de Brouwer, 2012.

La recherche clinique en sciences sociales, ÉRÈS, 2013 (ouvrage collectif).

Frédéric Blondel

Politiques et pratiques d'accompagnement des personnes multihandicapées vieillissantes : dans les coulisses de la dépendance (en collaboration avec Sabine Delzescaux), Centre de ressources Multihandicap, 2010.

La prévention de l'isolement et de la désocialisation des personnes en

situation de handicap prises en charge à domicile (en collaboration avec Sabine Delsezcaux) ; CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'autonomie) et CPM-CHORUM (Groupe Médéric et Mutualité Française de Prévoyance au service de l'économie sociale), 2009.

L'accueil temporaire des personnes multihandicapées (en collaboration avec Sabine Delzescaux et Lysette Boucher-Castel), Centre de Ressources Multihandicap, 2007.

Mesure de la qualité et qualité de la mesure de l'aide au domicile. Construction des points de vue sur l'aide à domicile (en collaboration avec Béatrice Fermon et Sabine Delzescaux), Laboratoire de Changement social, Légos, décembre 2013.

« La relation d'aide aux personnes en difficulté : entre habilitation de la personne et assignation à une place sociale disqualifiée », in *Cahiers de recherche sociologique*, n° 37, Département de Sociologie, Université du Québec à Montréal, 2002.

« Bénéficiaires du RMI et assistantes sociales : la co-construction des places dans les sphères du hors-travail », *Revue internationale de psychosociologie*, vol. VI, n° 15, ESKA, 2000.

« L'aggiornamento de l'évaluation dans le champ de l'action publique : entre raison gestionnaire et exigence démocratique », in *La nouvelle revue de psychosociologie*, n° 8, automne 2009.

Isabel Taboada-Leonetti

Les migrants réunionnais, Paris, Entente, coll. Minorités, 1976.

Femmes et immigrées (avec la collaboration de F. Lévi), Paris, La Documentation française, coll. Migrations et Sociétés, 1978.

Crise d'identité et déviance chez les jeunes immigrés (en collaboration), Paris, La Documentation française, 1983.

Le triangle de Choisy, un quartier chinois dans Paris (en collaboration avec M. Guillon), Paris, L'Harmattan, 1986.

Les immigrés des beaux quartiers. Cohabitation, phénomènes minoritaires et relations inter-ethniques (avec la collaboration de M. Guillon), Paris, L'Harmattan, 1987.

Problèmes de culture posés à la France par le phénomène des migrations (en collaboration avec C. Camilleri et A. Sayad), La Tourette, Centre Thomas More, 1987.

Stratégies identitaires, Paris, PUF, coll. « Psychologie d'aujourd'hui », 1990 (ouvrage collectif).

Achevé d'imprimer par XXXXXX,
en XXXXXXXX 2014
N° d'imprimeur :

Dépôt légal : septembre 2014

Imprimé en France